



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 00819

Numéro SIREN : 794 331 215

Nom ou dénomination : SAS JLT HENRI MARTIN

Ce dépôt a été enregistré le 12/04/2016 sous le numéro de dépôt 36434



1603647701

DATE DEPOT : 2016-04-12

NUMERO DE DEPOT : 2016R036434

N° GESTION : 2016B00819

N° SIREN : 794331215

DENOMINATION : SAS JLT HENRI MARTIN

ADRESSE : 115 avenue Henri Martin 75016 Paris

DATE D'ACTE : 2015/12/23

TYPE D'ACTE : DECISION DE L'ASSOCIE UNIQUE

NATURE D'ACTE : AUTORISATION D'EMISSION D'EMPRUNT OBLIGATAIRE
AUTORISATION D'AUGMENTATION DE CAPITAL
MODIFICATION(S) STATUTAIRE(S)

SAS JLT HENRI MARTIN
Société par actions simplifiée
Au capital de 2.692.752 Euros
Siège social : 115 avenue Henri Martin
75016 PARIS
794 331 215 RCS PARIS

16 B 819
DB 23/12/15 AX-AU-MJ
DP 18/02/16 RC-MJ
OB 23/12/15

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE
EN DATE DU 23 DECEMBRE 2015**

L'an deux mille quinze,
Le 23 décembre,
A 14 heures,

Greffe du tribunal
de commerce de Paris
Acte déposé le :
12 AVR. 2016
Sous le N° : R36634

La soussignée, Madame Blanche TOLEDANO, demeurant 115 avenue Henri Martin à PARIS (75116),

Gérant et associée Unique propriétaire de la totalité des 336.594 parts sociales de 8 Euros composant le capital de la Société SCI JLT HENRI MARTIN (ci-après « la Société »),

A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES PORTANT SUR :

- Suppression des clauses statutaires d'agrément, de préemption, de modification dans le contrôle d'un associé et d'exclusion prévues aux articles 16 à 19 des statuts,
- Modification corrélative des statuts et renumérotation des articles,
- Lecture du rapport du Commissaire en charge de la vérification de l'actif et du passif de la société, et du rapport du Commissaire aux avantages particuliers,
- Emission d'un emprunt obligataire d'un montant de 3.000.000 d'euros composé de 375.000 obligations convertibles de 8 Euros,
- Suppression du droit préférentiel de souscription de l'Associée Unique au profit de la société ETRAPH FINANCE SCA,
- Autorisation d'augmentation de capital par émission d'actions de préférence en cas de conversion des obligations émises,
- Modification corrélative des statuts pour la création d'actions de préférence,
- Approbation des conditions et modalités de l'émission stipulées au contrat d'émission,
- Autorisation des nantissements des parts détenues par la Société dans le capital de sociétés civiles immobilières,
- Autorisation de la convention de subordination,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DECISION

L'Associée Unique décide de supprimer les clauses statutaires d'agrément, de préemption, de modification dans le contrôle d'un associé et d'exclusion, prévues aux articles 16 à 19 des statuts.

L'Associée Unique décide de modifier corrélativement les statuts afin de renuméroter les articles restants et de retirer les mentions, termes et expressions se référant aux clauses ainsi supprimées.

MJ

DEUXIEME DECISION

L'Associée Unique, connaissance prise du rapport spécial du Commissaire chargé de vérifier l'actif et le passif de la société, du rapport du Commissaire relatif aux avantages particuliers, et du projet de contrat d'émission d'obligations convertibles en actions de préférence, décide, conformément aux dispositions de l'article L. 228-91, alinéa 1 du Code de commerce, l'émission, sans offre au public de titres financiers, d'un emprunt obligataire d'un montant de TROIS MILLIONS D'EUROS (3.000.000 €) divisé en 375.000 obligations convertibles de HUIT EUROS (8 €) de nominal chacune.

Les obligataires auront la faculté d'obtenir, dans les conditions et selon les modalités stipulées au contrat d'émission susvisé, la conversion des obligations en actions nouvelles de préférence qui porteront jouissance à compter du premier jour de l'exercice social au cours duquel elles auront été souscrites.

Lesdites actions seront libérées par voie de compensation avec leur créance obligataire, dans les conditions du contrat d'émission.

Les obligataires auront la faculté d'exercer leur droit de conversion des obligations à raison d'un taux de conversion de la totalité des obligations leur donnant droit de souscrire, en proportion du nombre d'obligations détenues par chacun d'eux, un nombre total d'actions nouvelles de préférence représentant :

- 35,78 % du capital social et des droits de vote de la Société sur une base totalement diluée, soit un total de 187.500 actions nouvelles de préférence, en cas de notification de conversion entre la date d'expiration de la période de remboursement et la date d'expiration du sixième (6ème) mois suivant la date d'échéance, tel qu'il est stipulé dans le contrat d'émission.
- 53 % du capital social et des droits de vote de la Société sur une base totalement diluée, soit un total de 375.000 actions nouvelles de préférence, en cas de notification de conversion entre la date d'expiration du sixième (6ème) mois suivant la date d'échéance et la date d'expiration du douzième (12ème) mois suivant la date d'échéance, tel qu'il est stipulé dans le contrat d'émission.

L'Associée Unique approuve les conditions et modalités de l'emprunt obligataire précisées au contrat d'émission ci-annexé.

L'Associée Unique constate, conformément à l'article L. 225-132, alinéa 5 du Code de commerce, que la présente émission emporte au profit du porteur des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, renonciation de plein droit des associés à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les valeurs mobilières émises donneront droit.

TROISIEME DECISION

L'Associée Unique décide de supprimer son droit préférentiel de souscription dans le cadre de la présente émission, et de réserver cette émission au bénéfice de la société ETRAPH FINANCE SCA, laquelle est partie au contrat d'émission en qualité de Souscripteur.

QUATRIEME DECISION

L'Associée Unique décide, en cas d'exercice par le porteur des obligations de son droit de conversion dans les conditions prévues au contrat d'émission, d'augmenter le capital par voie de conversion des 375.000 obligations en actions de préférence de catégorie A selon le taux de conversion et aux conditions mentionnées dans la précédente décision.

Cette augmentation de capital interviendra pour un montant nominal maximum de 3.000.000 d'Euros par voie de conversion de la totalité des 375.000 obligations convertibles en actions de préférence de catégorie A.

CINQUIEME DECISION

L'Associée Unique décide que ces actions de préférence, créées conformément aux dispositions de l'article L. 228-11 du Code de commerce et bénéficiant des droits spécifiques décrits ci-dessous, constitueront une nouvelle catégorie d'actions, de catégorie A.

Les droits attachés à ces actions de préférence ne pourront être modifiés, y compris par suite de modifications ou d'amortissement du capital social, comme en cas de fusion ou de scission de la Société, qu'après approbation de l'Assemblée spéciale des associés de ladite catégorie, statuant dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article L.225-99 du Code de commerce.

Pour les besoins des présentes, le terme « préférence A » désigne ici, pour chaque titulaire d'actions de préférence A, le montant total de la créance obligataire (en principal et intérêts) détenue par ledit titulaire d'actions de préférence A au titre de ses obligations convertibles à la date de et préalablement à leur conversion en actions de préférence A.

A ces actions de préférence seront attachés les droits privilégiés suivants :

1. En cas de distribution de toute somme distribuable (dividendes ou autres) décidée par la collectivité des associés de la Société (la « Distribution »), ladite somme distribuable sera répartie entre les associés de la Société comme suit :
 - (a) d'abord entre les associés de la Société propriétaires d'actions de préférence A à hauteur du montant total de la préférence A revenant à chacun d'eux au prorata du nombre d'actions de préférence A détenu par chacun d'eux au capital de la Société ; il est précisé que si le montant distribué à chacun des titulaires d'actions de préférence A dans le cadre de la Distribution est insuffisant pour couvrir le montant de la préférence A revenant à chacun d'eux, chaque associé titulaire d'actions de préférence A aura droit à percevoir le montant complémentaire nécessaire en vue du paiement total de la préférence A sur toute distribution subséquente ou en application des paragraphes 2 à 5 ci-dessous jusqu'à ce que l'intégralité du montant de la préférence A lui revenant ait été payée ;
 - (b) puis, le solde éventuel, entre tous les associés de la Société, au prorata du nombre d'actions de la Société, qu'elle qu'en soit la catégorie, détenu par chacun d'eux.
2. En cas de vente de tout ou partie du capital de la Société, pour quelque raison que ce soit, à un associé de la Société ou à toute personne physique ou entité dotée ou non de la personnalité morale n'étant ni un associé de la Société, ni la Société lui-même (un « Tiers ») (ci-après désignée une « Vente »), le prix total à percevoir par les associés de la Société cédants (le « Prix de Vente ») sera réparti comme suit :

- (a) d'abord entre tous les associés de la Société participant à la Vente, jusqu'à concurrence de la valeur nominale de leurs actions cédées dans la Vente, au prorata du nombre d'actions de la Société ainsi cédées par chacun d'eux ;
 - (b) puis, le solde éventuel, entre les associés de la Société propriétaires d'actions de préférence A, à hauteur du montant total de la préférence A revenant à chacun d'eux au prorata du nombre d'actions de préférence A transférées par chacun d'eux dans le cadre de la Vente ; et
 - (c) enfin, le solde éventuel, entre tous les associés de la Société participant à la Vente, au prorata du nombre d'actions de la Société, qu'elle qu'en soit la catégorie, cédées par chacun d'eux dans le cadre de la Vente.
3. De même, en cas d'apport de tout ou partie du capital de la Société à un associé de la Société ou à un Tiers, ou d'absorption de la Société par voie de fusion (l'une et l'autre opération étant désignée « fusion »), les actions émises par la société bénéficiaire de l'apport ou absorbante (dans chaque cas, l'« Absorbante ») en échange des actions de la Société détenues par les associés de ce dernier (les « actions de fusion ») seront réparties comme suit :
- (a) d'abord entre tous les associés de la Société participant à la fusion, jusqu'à concurrence d'un nombre d'actions de fusion par action de la Société transférée dans le cadre de la fusion représentant une valeur égale à la valeur nominale de ces dernières, au prorata du nombre d'actions de la Société ainsi transférées par chacun d'eux ;
 - (b) puis, le solde éventuel, entre les associés de la Société propriétaires d'actions de préférence A, à hauteur du montant total de la préférence A revenant à chacun d'eux au prorata du nombre d'actions de préférence A transférées par chacun d'eux dans le cadre de la fusion ; et
 - (c) enfin, le solde éventuel, entre tous les associés de la Société participant à la fusion, au prorata du nombre d'actions de la Société, quelle qu'en soit la catégorie, transférées par chacun d'eux dans le cadre de la fusion.

En cas de fusion, le prix ou la valeur de marché de chaque Action de fusion sera validé par les titulaires d'actions de préférence A à la majorité simple préalablement à l'approbation du traité de fusion. Au cas où cette majorité ne pourrait être atteinte, la Société aura l'obligation de désigner immédiatement, à titre d'expert, une banque d'affaires de bonne réputation nationale ou internationale ayant une bonne connaissance du secteur d'activité de la Société, aux fins d'évaluation de l'Absorbante et de la Société et de détermination de la valeur de marché d'une Action de fusion dans le cadre de la mise en œuvre du présent article. Les associés de la Société seront liés par les conclusions et évaluations de la banque d'affaires ainsi désignée à titre d'expert.

Les associés de la Société conviennent et la Société accepte et reconnaît que le traité d'apport ou de fusion relatif à la fusion ne pourra être approuvé par la collectivité des associés de la Société et signé par la personne dûment habilitée à cet effet, que s'il contient les dispositions nécessaires à la mise en œuvre et à l'application des dispositions du présent article.

4. Dans l'hypothèse de transaction portant sur tout ou partie du capital de la Société (une « Transaction ») pour un prix pour partie en numéraire, pour partie en actions ou autres titres, les principes de répartition susvisés seront, le cas échéant, appliqués *mutatis mutandis* en respectant à chaque étape de l'allocation du prix entre les associés de la Société, la proportion globale de numéraire et d'actions ou autres titres. Il est toutefois précisé que la partie numéraire sera affectée de préférence aux titulaires d'actions de préférence A, s'ils en font la demande.
5. En cas de liquidation judiciaire ou conventionnelle ou de dissolution de la Société, le boni de liquidation, c'est-à-dire le produit de la liquidation disponible après extinction du passif, paiement des frais de liquidation et remboursement de la valeur nominale des actions, quelle que soit leur catégorie, et plus généralement après tout paiement prioritaire imposé par la loi et les règlements applicables (le « Boni de Liquidation ») sera réparti comme suit :
 - (a) d'abord entre les associés de la Société propriétaires d'actions de préférence A jusqu'à ce que chaque associé de la Société propriétaire d'actions de préférence A ait perçu un montant égal à la préférence A ; et
 - (b) enfin, le solde éventuel, entre tous les associés de la Société, au prorata du nombre d'actions de la Société, qu'elle qu'en soit la catégorie, détenues par chacun d'eux.
6. Il est précisé, en tant que de besoin, que toute somme distribuée à tout titulaire d'actions de préférence A en application du paragraphe 1 ci-dessus, viendra en déduction de toute autre somme lui revenant ultérieurement en application des paragraphes 2 à 5 ci-dessus au titre de la préférence A, de sorte que les droits préférentiels attachés à toute Action de préférence A seront éteints dès lors que la préférence A correspondante à ladite action aura été payée en totalité à son titulaire au titre d'une ou plusieurs opérations visées ci-dessus.

SIXIEME DECISION :

L'Associée Unique décide de modifier comme suit les articles 7 et 8 des statuts afin de créer, dès ce jour, cette catégorie A d'actions de préférence dans le cas où les obligations émises au titre des présentes viendraient à être converties par leur porteur :

ARTICLE 7 - Apports

A cet article, il est ajouté, in fine, l'alinéa suivant :

« Aux termes de décisions en date du 23 décembre 2015, l'Associé Unique a procédé à l'émission de 375.000 obligations convertibles en actions de préférence de catégorie A selon les termes et conditions du contrat d'émission annexé aux présentes. »

ARTICLE 8 - Capital social

Cet article sera désormais libellé comme suit :

« Le capital social est fixé à DEUX MILLIONS SIX CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLE SEPT CENT CINQUANTE-DEUX EUROS (2.692.752 €).

Il est composé de TROIS CENT TRENT-SIX MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE (336 594) actions de HUIT EUROS (8 €) de valeur nominale chacune, à raison de :

- 336.594 actions ordinaires entièrement souscrites et libérées
- 0 actions de préférence de catégorie A, auxquelles sont attachés les droits privilégiés suivants :
 1. En cas de distribution de toute somme distribuable (dividendes ou autres) décidée par la collectivité des associés de la Société (la « Distribution »), ladite somme distribuable sera répartie entre les associés de la Société comme suit :
 - (c) d'abord entre les associés de la Société propriétaires d'actions de préférence A à hauteur du montant total de la préférence A revenant à chacun d'eux au prorata du nombre d'actions de préférence A détenu par chacun d'eux au capital de la Société ; il est précisé que si le montant distribué à chacun des titulaires d'actions de préférence A dans le cadre de la Distribution est insuffisant pour couvrir le montant de la préférence A revenant à chacun d'eux, chaque associé titulaire d'actions de préférence A aura droit à percevoir le montant complémentaire nécessaire en vue du paiement total de la préférence A sur toute distribution subséquente ou en application des paragraphes 2 à 5 ci-dessous jusqu'à ce que l'intégralité du montant de la préférence A lui revenant ait été payée ;
 - (d) puis, le solde éventuel, entre tous les associés de la Société, au prorata du nombre d'actions de la Société, qu'elle qu'en soit la catégorie, détenu par chacun d'eux.
 2. En cas de vente de tout ou partie du capital de la Société, pour quelque raison que ce soit, à un associé de la Société ou à toute personne physique ou entité dotée ou non de la personnalité morale n'étant ni un associé de la Société, ni la Société lui-même (un « Tiers ») (ci-après désignée une « Vente »), le prix total à percevoir par les associés de la Société cédants (le « Prix de Vente ») sera réparti comme suit :
 - (d) d'abord entre tous les associés de la Société participant à la Vente, jusqu'à concurrence de la valeur nominale de leurs actions cédées dans la Vente, au prorata du nombre d'actions de la Société ainsi cédées par chacun d'eux ;
 - (e) puis, le solde éventuel, entre les associés de la Société propriétaires d'actions de préférence A, à hauteur du montant total de la préférence A revenant à chacun d'eux au prorata du nombre d'actions de préférence A transférées par chacun d'eux dans le cadre de la Vente ; et
 - (f) enfin, le solde éventuel, entre tous les associés de la Société participant à la Vente, au prorata du nombre d'actions de la Société, qu'elle qu'en soit la catégorie, cédées par chacun d'eux dans le cadre de la Vente.
 3. De même, en cas d'apport de tout ou partie du capital de la Société à un associé de la Société ou à un Tiers, ou d'absorption de la Société par voie de fusion (l'une et l'autre opération étant désignée « fusion »), les actions émises par la société bénéficiaire de l'apport ou absorbante (dans chaque cas, l'« Absorbante ») en échange des actions de la Société détenues par les associés de ce dernier (les « actions de fusion ») seront réparties comme suit :

- (d) d'abord entre tous les associés de la Société participant à la fusion, jusqu'à concurrence d'un nombre d'actions de fusion par action de la Société transférée dans le cadre de la fusion représentant une valeur égale à la valeur nominale de ces dernières, au prorata du nombre d'actions de la Société ainsi transférées par chacun d'eux ;
- (e) puis, le solde éventuel, entre les associés de la Société propriétaires d'actions de préférence A, à hauteur du montant total de la préférence A revenant à chacun d'eux au prorata du nombre d'actions de préférence A transférées par chacun d'eux dans le cadre de la fusion ; et
- (f) enfin, le solde éventuel, entre tous les associés de la Société participant à la fusion, au prorata du nombre d'actions de la Société, quelle qu'en soit la catégorie, transférées par chacun d'eux dans le cadre de la fusion.

En cas de fusion, le prix ou la valeur de marché de chaque Action de fusion sera validé par les titulaires d'actions de préférence A à la majorité simple préalablement à l'approbation du traité de fusion. Au cas où cette majorité ne pourrait être atteinte, la Société aura l'obligation de désigner immédiatement, à titre d'expert, une banque d'affaires de bonne réputation nationale ou internationale ayant une bonne connaissance du secteur d'activité de la Société, aux fins d'évaluation de l'Absorbante et de la Société et de détermination de la valeur de marché d'une Action de fusion dans le cadre de la mise en œuvre du présent article. Les associés de la Société seront liés par les conclusions et évaluations de la banque d'affaires ainsi désignée à titre d'expert.

Les associés de la Société conviennent et la Société accepte et reconnaît que le traité d'apport ou de fusion relatif à la fusion ne pourra être approuvé par la collectivité des associés de la Société et signé par la personne dûment habilitée à cet effet, que s'il contient les dispositions nécessaires à la mise en œuvre et à l'application des dispositions du présent article.

4. Dans l'hypothèse de transaction portant sur tout ou partie du capital de la Société (une « Transaction ») pour un prix pour partie en numéraire, pour partie en actions ou autres titres, les principes de répartition susvisés seront, le cas échéant, appliqués mutatis mutandis en respectant à chaque étape de l'allocation du prix entre les associés de la Société, la proportion globale de numéraire et d'actions ou autres titres. Il est toutefois précisé que la partie numéraire sera affectée de préférence aux titulaires d'actions de préférence A, s'ils en font la demande.
5. En cas de liquidation judiciaire ou conventionnelle ou de dissolution de la Société, le boni de liquidation, c'est-à-dire le produit de la liquidation disponible après extinction du passif, paiement des frais de liquidation et remboursement de la valeur nominale des actions, quelle que soit leur catégorie, et plus généralement après tout paiement prioritaire imposé par la loi et les règlements applicables (le « Boni de Liquidation ») sera réparti comme suit :
 - (c) d'abord entre les associés de la Société propriétaires d'actions de préférence A jusqu'à ce que chaque associé de la Société propriétaire d'actions de préférence A ait perçu un montant égal à la préférence A ; et
 - (d) enfin, le solde éventuel, entre tous les associés de la Société, au prorata du nombre d'actions de la Société, quelle qu'en soit la catégorie, détenues par chacun d'eux.

6. *Il est précisé, en tant que de besoin, que toute somme distribuée à tout titulaire d'actions de préférence A en application du paragraphe 1 ci-dessus, viendra en déduction de toute autre somme lui revenant ultérieurement en application des paragraphes 2 à 5 ci-dessus au titre de la préférence A, de sorte que les droits préférentiels attachés à toute Action de préférence A seront éteints dès lors que la préférence A correspondante à ladite action aura été payée en totalité à son titulaire au titre d'une ou plusieurs opérations visées ci-dessus. »*

SEPTIEME DECISION

L'Associée Unique donne tous pouvoirs au Président afin de préserver, si nécessaire, les droits des titulaires d'obligations convertibles en actions, et à cet effet, notamment :

- en cas de réalisation de l'augmentation de capital par voie de conversion des obligations émises en actions de préférence de catégorie A, de procéder en conséquence à la modification des statuts.
- en cas d'augmentation de capital à souscrire en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription, de procéder à toutes augmentations de capital complémentaires afin de réserver dans les conditions prévues par la loi, les droits des titulaires de tous titres donnant accès au capital de la société,
- en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, de virer à un compte de réserve indisponible la somme nécessaire pour attribuer aux attributaires des obligations convertibles qui exerceraient leurs droits le même nombre d'actions gratuites que s'ils avaient été actionnaires lors de l'incorporation,
- en cas de distribution de réserves, de virer à un compte de réserve indisponible la somme nécessaire pour permettre de verser aux titulaires des obligations convertibles qui exerceraient leurs droits la même somme que s'ils avaient été actionnaires au moment de la distribution.

Dans les hypothèses ci-dessus visées et plus généralement à chaque fois qu'une préservation des droits des titulaires s'impose, le Président peut choisir d'insérer dans le contrat d'émission une clause d'ajustement des conditions de souscription fixées à l'origine afin de tenir compte de l'incidence des émissions, incorporations ou distributions intervenues avant la souscription.

HUITIEME DECISION

L'Associée Unique autorise la Société à consentir, au profit de la société ETRAPH FINANCE SCA, en garantie du paiement et du remboursement des obligations émises par les présentes, un nantissement de premier rang sur l'intégralité des parts sociales que la Société détient dans le capital des sociétés civiles immobilières suivantes :

- SCI LACOMBE,
- SCI DU TRAPEZE,
- SCI CLAIROISE,
- SCI BOULEVARD DE NORMANDIE
- SCI PIPOBAR76,
- SCI TLR,
- SCI TOURLARIV,
- SCI GRAND OUEST,
- SCI IMMOBAR 76,
- SCI LE BARENTIN
- SCI MATTHIAS,
- SCI DE LA RUE DES JACOBINS.

NEUVIEME DECISION

L'Associée Unique autorise la Société à conclure la convention de subordination dont le projet figure en annexe 7.1 bis du contrat d'émission d'obligations de 3.000.000 d'Euros susvisé.

DIXIEME DECISION

L'Associée Unique donne également tous pouvoirs au Président, à l'effet d'assurer l'exécution des décisions ci-dessus et de prendre toutes mesures pour mener à bonne fin l'émission des obligations et spécialement pour :

- assurer le service de l'emprunt obligataire,
- constater le nombre et le montant des actions de préférence émises par voie de conversion des obligations,
- réaliser les augmentations de capital en découlant qui seront définitivement réalisées du seul fait de l'exercice des droits de conversion ou de souscription et, le cas échéant, des versements correspondants,
- signer les contrats de nantissement portant sur l'intégralité des parts sociales que la Société détient dans le capital social des sociétés civiles immobilières susmentionnées,
- signer la convention de subordination,
- et, d'une manière générale, prendre toutes dispositions et accomplir toutes formalités consécutives à la conversion des obligations, à la protection des droits de leurs titulaires, apporter les modifications nécessaires aux statuts, prendre toutes mesures et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire à la mise en œuvre des décisions qui précèdent.

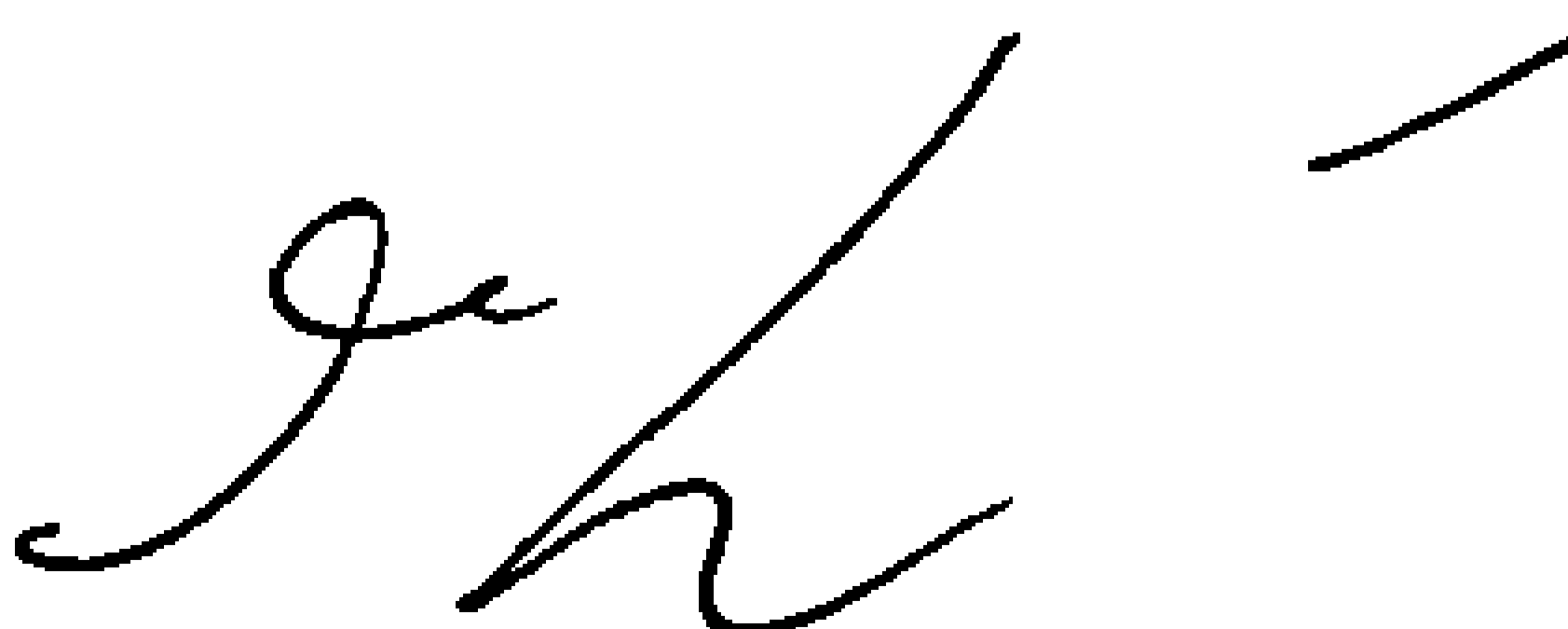
ONZIEME DECISION

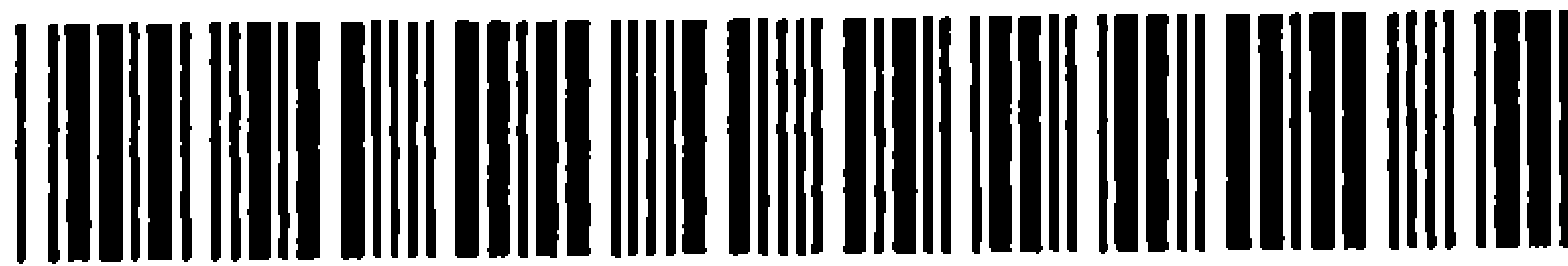
La collectivité des associés donne tous pouvoirs au porteur d'un original, de copies ou d'extraits du présent acte pour remplir toutes formalités de droit.

*
* *

Le présent procès-verbal, constatant les décisions de l'Associée Unique en date du 23 décembre 2015, sera mentionné sur le registre des délibérations tenu au siège social de la Société et un exemplaire original signé par l'Associée Unique sera conservé dans les archives sociales.

Madame Blanche TOLEDANO





1603647703

DATE DEPOT : 2016-04-12

NUMERO DE DEPOT : 2016R036434

N° GESTION : 2016B00819

N° SIREN : 794331215

DENOMINATION : SAS JLT HENRI MARTIN

ADRESSE : 115 avenue Henri Martin 75016 Paris

DATE D'ACTE : 2015/12/23

TYPE D'ACTE : STATUTS A JOUR

NATURE D'ACTE :

168819

SAS JLT HENRI MARTIN

Société par actions simplifiée
Au capital de 2.692.752 Euros
Siège social : 115 avenue Henri Martin
75016 PARIS
794 331 215 RCS PARIS

Greffe du tribunal
de commerce de Paris
Acte déposé le :
12 AVR. 2016
Sous le N° : R36634

~~~~~

**STATUTS**

Mis à jour suite aux décisions de l'Associée Unique  
en date du 23 décembre 2015

~~~~~

Pour copie certifiée conforme,
LE PRESIDENT.



TITRE I
FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE - EXERCICE SOCIAL

ARTICLE 1 - Forme

La Société a été constituée sous la forme d'une société civile immobilière immatriculée le 18 juillet 2013 au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 794 331 215.

Elle a été transformée en Société par actions simplifiée suivant acte des décisions unanimes des associés en date du 19 Décembre 2015

La Société continue d'exister entre les propriétaires des actions existantes et de celles qui seraient créées ultérieurement.

Elle est régie par les lois et les règlements en vigueur, notamment par le Code de commerce, ainsi que par les présents statuts. Elle ne peut pas procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée. Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 - Objet

La société a pour objet, en France et à l'étranger :

- La prise de participations dans toutes sociétés, la gestion et la mise en place des politiques générales et des stratégies de développement de ses filiales,
- L'acquisition, la propriété, la vente pour son propre compte de tous instruments financiers tels que :
 - 1°) les actions et parts de sociétés ou autres titres donnant ou pouvant donner accès directement ou indirectement au capital ou aux droits de vote, transmissibles par inscription en compte ou tradition,
 - 2°) les titres de créance qui représentent chacun un droit à créance sur la personne morale qui les émet, transmissibles par inscription en compte ou tradition, à l'exclusion des effets de commerce et des bons de caisses,
 - 3°) les parts ou actions d'organismes de placement collectifs.
- Et tous instruments équivalents à ceux mentionnés aux alinéas précédents émis sur le fondement du droit français ou de droits étrangers.
- La participation de la Société, par tous moyens, dans toutes opérations pouvant se rapporter à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, de souscriptions ou d'achats de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement ;
- L'acquisition, l'administration et la gestion par location, bail ou autrement de tous immeubles bâtis ou non bâtis, de tous biens et droits immobiliers dont elle pourra devenir propriétaire par voie d'accession, acquisition, échange, apport ou autrement ;
- Et plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant contribuer à son développement.

ARTICLE 3 - Dénomination

La dénomination de la Société est : **SAS JLT HENRI MARTIN**

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par Actions Simplifiée" ou des initiales "S.A.S.", de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que du numéro d'identification SIREN et de la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle est immatriculée.

ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social de la Société est fixé : **115 avenue Henri Martin
75016 PARIS**

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du Président, et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

ARTICLE 5 - Durée

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision de l'associée unique ou par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

ARTICLE 6 - Exercice social

L'exercice social a une durée de douze mois. Il commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

TITRE II
APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS - DROITS ET OBLIGATIONS
ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 7 - Apports

A la constitution de la Société, il a été fait apport des sommes ci-après décrites :

- Par Monsieur Jean-Luc TOLEDENO,
La somme de 500 Euros, ci 500 Euros
- Par Madame Blanche TOLEDANO,
La somme de 500 Euros, ci 500 Euros

- Total des apports en numéraire 1.000 Euros

Aux termes des décisions de l'Associée Unique en date du 11 décembre 2015, le capital social a été augmenté d'un montant de 33.658.380 Euros.

Cette augmentation a été réalisée par voie d'apports en nature consentis par Madame Blanche TOLEDANO, portant sur :

- 98 parts sociales de la société SCI LACOMBE,
- 98 parts sociales de la société SCI DU TRAPEZE,
- 98 parts sociales de la société SCI CLAIROISE,
- 98 parts sociales de la société SCI BOULEVARD DE NORMANDIE
- 98 parts sociales de la société SCI PIPOBAR76,
- 98 parts sociales de la société SCI TLR,
- 98 parts sociales de la société SCI TOURLARIV,
- 98 parts sociales de la société SCI GRAND OUEST,
- 98 parts sociales de la société SCI IMMOBAR 76,
- 98 parts sociales de la société SCI LE BARENTIN
- 272 parts sociales de la société SCI MATTHIAS,
- 99 parts sociales de la société SCI DE LA RUE DES JACOBINS.

En rémunération de ces apports, le capital social a été augmenté de 33.658.380 Euros, pour le porter de 1.000 Euros à 33.659.380 Euros, par émission au pair de 336 584 parts nouvelles de 100 Euros de valeur nominale chacune.

Le capital social a ensuite été réduit d'une somme de 1.346.376 Euros pour être ramené de 33.659.380 Euros à 32.313.004 Euros par voie de diminution de la valeur nominale de chaque part sociale qui est passée de 100 Euros à 96 Euros.

Aux termes des décisions de l'Associée Unique en date du 23 décembre 2015, le capital social a été réduit d'une somme de 29.620.252 Euros, pour être ramené de 32.313.004 Euros à 2.692.752 Euros par voie de diminution de la valeur nominale de chaque action qui est passée de 96 Euros à 8 Euros.

Aux termes de décisions en date du 23 décembre 2015, l'Associé Unique a procédé à l'émission de 375.000 obligations convertibles en actions de préférence de catégorie A selon les termes et conditions du contrat d'émission annexé aux présentes.

ARTICLE 8 - Capital social

Le capital social est fixé à DEUX MILLIONS SIX CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLE SEPT CENT CINQUANTE-DEUX EUROS (2.692.752 €).

Il est composé de TROIS CENT TRENT-SIX MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE (336 594) actions de HUIT EUROS (8 €) de valeur nominale chacune, à raison de :

- 336.594 actions ordinaires entièrement souscrites et libérées
- 0 actions de préférence de catégorie A, auxquelles sont attachés les droits privilégiés suivants :

1. En cas de distribution de toute somme distribuable (dividendes ou autres) décidée par la collectivité des associés de la Société (la « Distribution »), ladite somme distribuable sera répartie entre les associés de la Société comme suit :
 - (a) d'abord entre les associés de la Société propriétaires d'actions de préférence A à hauteur du montant total de la préférence A revenant à chacun d'eux au prorata du nombre d'actions de préférence A détenu par chacun d'eux au capital de la Société ; il est précisé que si le montant distribué à chacun des titulaires d'actions de préférence A dans le cadre de la Distribution est insuffisant pour couvrir le montant de la préférence A revenant à chacun d'eux, chaque associé titulaire d'actions de préférence A aura droit à percevoir le montant complémentaire nécessaire en vue du paiement total de la préférence A sur toute distribution subséquente ou en application des paragraphes 2 à 5 ci-dessous jusqu'à ce que l'intégralité du montant de la préférence A lui revenant ait été payée ;
 - (b) puis, le solde éventuel, entre tous les associés de la Société, au prorata du nombre d'actions de la Société, qu'elle qu'en soit la catégorie, détenu par chacun d'eux.
2. En cas de vente de tout ou partie du capital de la Société, pour quelque raison que ce soit, à un associé de la Société ou à toute personne physique ou entité dotée ou non de la personnalité morale n'étant ni un associé de la Société, ni la Société lui-même (un « Tiers ») (ci-après désignée une « Vente »), le prix total à percevoir par les associés de la Société cédants (le « Prix de Vente ») sera réparti comme suit :
 - (a) d'abord entre tous les associés de la Société participant à la Vente, jusqu'à concurrence de la valeur nominale de leurs actions cédées dans la Vente, au prorata du nombre d'actions de la Société ainsi cédées par chacun d'eux ;
 - (b) puis, le solde éventuel, entre les associés de la Société propriétaires d'actions de préférence A, à hauteur du montant total de la préférence A revenant à chacun d'eux au prorata du nombre d'actions de préférence A transférées par chacun d'eux dans le cadre de la Vente ; et
 - (c) enfin, le solde éventuel, entre tous les associés de la Société participant à la Vente, au prorata du nombre d'actions de la Société, qu'elle qu'en soit la catégorie, cédées par chacun d'eux dans le cadre de la Vente.
3. De même, en cas d'apport de tout ou partie du capital de la Société à un associé de la Société ou à un Tiers, ou d'absorption de la Société par voie de fusion (l'une et l'autre opération étant désignée « fusion »), les actions émises par la société bénéficiaire de l'apport ou absorbante (dans chaque cas, l'« Absorbante ») en échange des actions de la Société détenues par les associés de ce dernier (les « actions de fusion ») seront réparties comme suit :

- (a) d'abord entre tous les associés de la Société participant à la fusion, jusqu'à concurrence d'un nombre d'actions de fusion par action de la Société transférée dans le cadre de la fusion représentant une valeur égale à la valeur nominale de ces dernières, au prorata du nombre d'actions de la Société ainsi transférées par chacun d'eux ;
- (b) puis, le solde éventuel, entre les associés de la Société propriétaires d'actions de préférence A, à hauteur du montant total de la préférence A revenant à chacun d'eux au prorata du nombre d'actions de préférence A transférées par chacun d'eux dans le cadre de la fusion ; et
- (c) enfin, le solde éventuel, entre tous les associés de la Société participant à la fusion, au prorata du nombre d'actions de la Société, quelle qu'en soit la catégorie, transférées par chacun d'eux dans le cadre de la fusion.

En cas de fusion, le prix ou la valeur de marché de chaque Action de fusion sera validé par les titulaires d'actions de préférence A à la majorité simple préalablement à l'approbation du traité de fusion. Au cas où cette majorité ne pourrait être atteinte, la Société aura l'obligation de désigner immédiatement, à titre d'expert, une banque d'affaires de bonne réputation nationale ou internationale ayant une bonne connaissance du secteur d'activité de la Société, aux fins d'évaluation de l'Absorbante et de la Société et de détermination de la valeur de marché d'une Action de fusion dans le cadre de la mise en œuvre du présent article. Les associés de la Société seront liés par les conclusions et évaluations de la banque d'affaires ainsi désignée à titre d'expert.

Les associés de la Société conviennent et la Société accepte et reconnaît que le traité d'apport ou de fusion relatif à la fusion ne pourra être approuvé par la collectivité des associés de la Société et signé par la personne dûment habilitée à cet effet, que s'il contient les dispositions nécessaires à la mise en œuvre et à l'application des dispositions du présent article.

4. Dans l'hypothèse de transaction portant sur tout ou partie du capital de la Société (une « Transaction ») pour un prix pour partie en numéraire, pour partie en actions ou autres titres, les principes de répartition susvisés seront, le cas échéant, appliqués *mutatis mutandis* en respectant à chaque étape de l'allocation du prix entre les associés de la Société, la proportion globale de numéraire et d'actions ou autres titres. Il est toutefois précisé que la partie numéraire sera affectée de préférence aux titulaires d'actions de préférence A, s'ils en font la demande.
5. En cas de liquidation judiciaire ou conventionnelle ou de dissolution de la Société, le boni de liquidation, c'est-à-dire le produit de la liquidation disponible après extinction du passif, paiement des frais de liquidation et remboursement de la valeur nominale des actions, quelle que soit leur catégorie, et plus généralement après tout paiement prioritaire imposé par la loi et les règlements applicables (le « Boni de Liquidation ») sera réparti comme suit :
 - (a) d'abord entre les associés de la Société propriétaires d'actions de préférence A jusqu'à ce que chaque associé de la Société propriétaire d'actions de préférence A ait perçu un montant égal à la préférence A ; et
 - (b) enfin, le solde éventuel, entre tous les associés de la Société, au prorata du nombre d'actions de la Société, qu'elle qu'en soit la catégorie, détenues par chacun d'eux.
6. Il est précisé, en tant que de besoin, que toute somme distribuée à tout titulaire d'actions de préférence A en application du paragraphe 1 ci-dessus, viendra en déduction de toute autre somme lui revenant ultérieurement en application des paragraphes 2 à 5 ci-dessus au titre de la préférence A, de sorte que les droits préférentiels attachés à toute Action de préférence A seront éteints dès lors que la préférence A correspondante à ladite action aura été payée en totalité à son titulaire au titre d'une ou plusieurs opérations visées ci-dessus.

ARTICLE 9 - Comptes courants

Les associés peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en « Comptes courants ». Les conditions et modalités de ces avances sont déterminées d'accord commun entre l'associé intéressé et le Président. Elles sont, le cas échéant, soumises à la procédure d'autorisation et de contrôle prévue par la loi.

ARTICLE 10 - Modifications du capital social

10.1. Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi par décision unilatérale de l'associé unique ou par une décision collective extraordinaire des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

10.2. L'associé unique ou la collectivité des associés peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

10.3. En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés (s'ils sont plusieurs) ont, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

10.4. Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

TITRE III ACTIONS

ARTICLE 11 - Forme des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières émises par la Société sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 12 - Indivisibilité des actions - Démembrement des actions

12.1. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

12.2. Le nu-propiétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives.

À cette fin, ils sont convoqués et participent aux assemblées dans lesquelles ils votent, dans les mêmes conditions que les autres associés.

Ils exercent dans les mêmes conditions leur droit de communication et reçoivent les mêmes informations.

Ils prennent part, s'ils le souhaitent, aux discussions qui précèdent le vote et leurs avis sont, le cas échéant, comme celui des autres associés, mentionnés au procès-verbal.

Le nu-propiétaire et l'usufruitier doivent, en toute hypothèse, être régulièrement convoqués aux assemblées générales dans lesquelles ils n'exercent pas le droit de vote, et peuvent y assister.

Le nu-propiétaire et l'usufruitier bénéficient du droit de communication des documents sociaux, même pour les assemblées dans lesquelles ils ne disposent pas du droit de vote.

Le droit de vote appartient au nu-propiétaire sauf pour les décisions relatives à la répartition des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 13 - Droits et obligations attachés aux actions

Toute action donne droit à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition, au cours de la vie de la Société, comme en cas de liquidation, ceci dans les conditions et modalités par ailleurs stipulées dans les présents statuts.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société auxquelles ces distributions, amortissements ou répartitions pourraient donner lieu.

Tout associé dispose notamment des droits suivants à exercer dans les conditions et sous les éventuelles restrictions légales et réglementaires : droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital ou aux émissions d'obligations convertibles en actions, droit à l'information permanente ou préalable aux consultations collectives ou assemblées générales, droit de poser des questions écrites avant toute consultation collective ou, deux fois par an, sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation, droit de récuser les commissaires aux comptes.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales.

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions collectives des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

ARTICLE 14 - Libération des actions

14.1. Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

14.2. A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

TITRE IV
CESSION - TRANSMISSION - LOCATION D' ACTIONS

ARTICLE 15 - Transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

En cas d'associé unique, toutes les transmissions d'actions s'effectuent librement.

ARTICLE 16 - Location d'actions

La location des actions est interdite.

TITRE V
ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 17 - Président de la Société

17.1. La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la Société.

17.2. Le Président est désigné pour une durée déterminée ou non par l'associé unique ou par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, qui fixe, le cas échéant, sa rémunération.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

17.3. Le Président peut démissionner sans avoir à justifier de sa décision à la condition de notifier celle-ci à l'associé unique ou à la collectivité des associés, par lettre recommandée adressée trois (3) mois avant la date de prise d'effet de cette décision.

L'associé unique ou la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, peut mettre fin à tout moment au mandat du Président. La révocation n'a pas à être motivée.

En outre, le Président est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

17.4. Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 18 - Directeur Général

18.1. Sur la proposition du Président, l'associé unique ou la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires peut nommer un ou plusieurs autres dirigeants, personnes physiques ou morales, en qualité de Directeur Général.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

18.2. La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire de l'associé unique ou de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

18.3. La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

18.4. Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président, et dans les mêmes limites.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

ARTICLE 19 - Représentation sociale

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits prévus par l'article L.2323-67 du Code du travail, auprès du Président.

TITRE VI
CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 20 - Conventions réglementées

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, son associé unique ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux Comptes, s'il en a été désigné un dans le mois de sa conclusion.

Le Commissaire aux Comptes, ou s'il n'en a pas été désigné, le Président de la société, établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux dirigeants personne morale ou personne physique, leurs conjoints, ascendants et descendants ainsi qu'à toute personne interposée, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Toutefois si la société exploite un établissement bancaire ou financier, cette interdiction ne s'applique pas aux opérations courantes de ce commerce conclues à des conditions normales.

ARTICLE 21 - Commissaires aux comptes

L'associé unique ou la collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux Comptes titulaire et d'un Commissaire aux Comptes suppléant demeure facultative, c'est à l'associé unique ou à la collectivité des associés, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si il ou elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un Commissaire aux Comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux Comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

TITRE VII
DECISIONS COLLECTIVES - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

ARTICLE 22 - Nature - Majorité.

22.1. L'associée unique exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés.

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix du Président, soit en assemblée générale, soit par consultation par correspondance, soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle.

Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seings privés.

Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

L'associé unique ou la collectivité des associés ne peut déléguer ses pouvoirs.

22.2. La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- Nomination, renouvellement et révocation du Président ou du Directeur Général ;
- Fixation de la rémunération du Président ou du Directeur Général ;
- Nomination et renouvellement des Commissaires aux Comptes ;
- Approbation des comptes sociaux annuels et affectation des résultats ;
- Extension ou modification de l'objet social ;
- Augmentation, amortissement ou réduction du capital social ;
- Opérations de fusion ou d'apport partiel d'actif ou de scission ;
- Transformation de la Société ;
- Prorogation de la durée de la Société ;
- Dissolution de la Société ;
- Agrément des cessionnaires d'actions ;
- Exclusion d'un associé ;
- Adoption ou modification de clauses relatives à l'inaliénabilité des actions, à l'agrément de toute cession d'actions, à l'exclusion d'un associé notamment en cas de changement de contrôle ou de fusion, scission ou dissolution d'une société associée ;
- Adhésion à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la société.

Toute autre décision relève de la compétence du Président.

22.3. Les consultations de la collectivité des associés sont provoquées par le Président, ou par un mandataire désigné en justice.

Lorsque l'initiateur de la consultation n'est pas le Président, la décision collective est alors impérativement prise en assemblée générale, à l'exclusion de toute autre forme de consultation.

22.4. Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives, et dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède.

22.5. Les décisions collectives des associés sont dites ordinaires ou extraordinaires.

22.5.1. Sont de nature ordinaire, toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts.

Relèvent ainsi exclusivement d'une décision ordinaire des associés, sans que la liste ci-après soit limitative :

- l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats,
- le quitus donné aux dirigeants de la Société,
- la nomination des Commissaires aux Comptes.

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents et représentés.

22.5.2. Sont de nature extraordinaire, toutes les décisions emportant modification directe ou indirecte des statuts ainsi que celles dont les présents statuts exigent expressément qu'elles revêtent une telle nature.

Relèvent ainsi exclusivement d'une décision extraordinaire des associés, sans que la liste ci-après soit limitative :

- l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital social,
- toute opération de fusion, scission, apports partiels d'actif soumis au régime des scissions,
- la dissolution de la Société,
- L'acquisition et la cession d'actifs nécessaires à l'exploitation des activités de la Société ou de ses filiales,
- L'acquisition et la cession de participations,
- La souscription d'emprunt quelle qu'en soit la forme,
- L'octroi de garanties sur l'actif social.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le tiers des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

Les décisions extraordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de trois quart des actions ayant le droit de vote.

22.5.3. Par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'adoption ou la modification des éventuelles clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions, aux droits de préemption des associés en cas de cession d'actions, à la procédure d'agrément des cessions d'actions, au changement de contrôle d'une personne morale associée ou à la procédure d'exclusion des associés requièrent une décision unanime des associés.

De même toute décision, y compris de transformation, ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un ou plusieurs associés ne peut être prise qu'à l'unanimité d'entre eux.

22.6. Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la société. Ils sont signés le jour même de la consultation par le Président de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés ou mandataires ayant pris part à la consultation, le nombre d'actions détenues par chacun, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 23 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont adoptées, au choix du Président, soit (i) en Assemblée Générale, soit (ii) par voie de consultation écrite, soit (iii) par téléconférences. Elles peuvent également résulter d'un acte sous seing privé signé par tous les associés. La tenue d'une Assemblée est de droit si la demande en est faite par au moins deux Associés.

23.1. Assemblées

La convocation est faite par tous procédés de communication écrite huit jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Dès la convocation, le texte du projet des résolutions proposées et tous documents nécessaires à l'information des associés sont tenus à leur disposition au siège social où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

Les associés peuvent demander que ces documents leur soient adressés par simple lettre, soit à leurs frais par lettre recommandée.

Lorsque l'ordre du jour porte sur la reddition des comptes, doivent être joints à la convocation le rapport du Président contenant un exposé sommaire de la situation de la société au cours de l'exercice écoulé ainsi que le rapport du ou des Commissaires aux Comptes.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son président de séance.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé.

Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite.

En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

23.2. Consultations écrites

En cas de consultation écrite, le Président doit adresser à chacun des associés par courrier recommandé avec accusé de réception, un bulletin de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

- sa date d'envoi aux associés ;
- la date à laquelle la Société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de dix jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- la liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
- l'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les cinq jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

23.3. Téléconférences

En cas de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, le Président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance portant :

- l'identification des associés ayant voté ;
- celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption ou rejet).

Le Président en adresse immédiatement un exemplaire par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite à chacun des associés. Les associés votent en retournant une copie au Président, le jour même, après signature, par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite.

En cas de délégations de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au Président par le même moyen.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des représentants des associés sont conservées au siège social.

ARTICLE 24 - Droit d'information des associés

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

TITRE VIII **COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS**

ARTICLE 25 - Comptes annuels

A la clôture de chaque exercice, l'organe dirigeant dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Il établit également un rapport sur la gestion de la Société pendant l'exercice écoulé.

L'associé unique ou les associés si la société en compte plusieurs approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux comptes, si la société en est dotée, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 26 - Affectation et répartition des résultats

26.1. Associé unique

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures ainsi que des sommes nécessaires aux dotations de la réserve légale, des réserves statutaires et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'associé unique décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non. Le surplus est attribué à l'associé unique.

L'associé unique peut décider d'opter, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la Société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi.

26.2. Pluralité d'associés

Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'associé unique ou la collectivité des associés décide sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation et l'emploi.

La collectivité des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision de la collectivité des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE IX LIQUIDATION – DISSOLUTION - TRANSFORMATION - CONTESTATIONS

ARTICLE 27 - Dissolution - Liquidation de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par l'associé unique ou par décision collective des associés.

La décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est attribué l'associé unique ou est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par l'associé unique ou par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 28 - Transformation de la Société

La Société peut se transformer en société d'une autre forme.

La décision de transformation est prise soit par l'associée unique, soit en cas de pluralité d'associés, collectivement par lesdits associés, sur le rapport du commissaire aux comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de chacun des associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation en société anonyme est prise sur le rapport d'un Commissaire à la transformation chargé d'apprécier la valeur des biens composant l'actif social et, s'il en existe, les avantages particuliers consentis à des associés ou à des tiers.

ARTICLE 29 - Nullité d'une clause

Si l'une quelconque des clauses des présents statuts était déclarée nulle ou inapplicable, elle seule serait réputée non écrite mais n'entraînerait pas la nullité des présents statuts.

A cet égard, il est expressément convenu que toute disposition est indépendante des autres et que les présents statuts seront interprétés dans tous les cas comme si la disposition nulle ou inapplicable n'avait jamais existé.

ARTICLE 30 - Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au Tribunal de Commerce du lieu du siège social.